



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

G 20

Question au Gouvernement n° 2396

Texte de la question

RÉUNION DU G 20

M. le président. La parole est à M. Michel Sapin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. Michel Sapin. Monsieur le Premier ministre, il y a un peu plus d'un an et demi, le système financier international était pris dans la tourmente : au bord de la faillite, les banques allaient s'écrouler. Or, en quelques semaines, les grands gouvernements du monde ont su se réunir à deux, à quatre, à huit, à vingt pour mettre en place un plan qui a permis de sauver ces mêmes banques.

M. Jean Leonetti. Bravo !

M. Michel Sapin. On a alors entendu ces mots : " Plus jamais ça ! " ; " Tirons les leçons de la crise ! " ; " Mettons en oeuvre une régulation internationale indispensable à la stabilité du monde ! " ; " Coordonnons nos politiques économiques afin de relancer la croissance et de soutenir l'emploi ! "

M. Jean-Paul Anciaux. Et nous l'avons fait ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Michel Sapin. Ce week-end, monsieur le Premier ministre, les mêmes se sont réunis au Canada. Ils auraient dû évoquer la stabilité des nations soumises à une spéculation effrénée ; ils auraient dû évoquer le soutien de la croissance là où elle est en berne et risque de chuter ; ils auraient dû évoquer les moyens de lutter contre le chômage. Or, sur aucun de ces sujets, le G 8 ni le G 20 n'ont abouti. Rien, rien, rien !

Quand il s'agit de sauver les banques, le monde est là ; quand il s'agit de sauver les peuples et leur avenir, le monde est absent. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Monsieur le Premier ministre, il en est de même en France. Vous ne parlez plus que d'austérité quand le chômage augmente, vous ne parlez plus que d'économies à réaliser quand la croissance connaît des difficultés. Pourquoi donc êtes-vous aujourd'hui plus sensible aux appels à l'austérité d'Angela Merkel qu'aux appels à la croissance et à la lutte contre le chômage de Barak Obama ?

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur le député Sapin, je vous remercie de rappeler qu'il y a dix-huit mois, en particulier à l'initiative du Président de la République *(Protestations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP)*, le G 20 s'est réuni à Washington, à Londres puis à Pittsburgh. On peut se demander à quoi tout cela a servi. (" À rien ! " sur les bancs du groupe SRC.)

Eh bien, ces réunions ont servi à relancer l'économie dans le monde entier, à telle enseigne que le taux de croissance du produit intérieur brut mondial devrait atteindre 5 %. Elles ont servi à débloquent un système financier qui ne finançait plus nos entreprises. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Guy Geoffroy. C'est vrai !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Enfin, elles ont servi, monsieur Sapin, à écarter le spectre du protectionnisme, qui eût été inéluctable si l'ensemble des dirigeants du monde ne s'étaient pas retrouvés.

Le G 20 de Toronto, pour sa part, a examiné la compatibilité et la coordination de l'ensemble des politiques économiques menées par tous les pays du monde - et l'on ne trouvait pas seulement les représentants des pays développés autour de la table mais aussi ceux des pays émergents.

Nous avons pu constater, grâce aux travaux menés sous l'autorité de Dominique Strauss-Kahn *(Rires sur les*

bancs du groupe UMP), qu'il existait une cohérence entre ces politiques économiques et celle, notamment, menée sous l'autorité du Premier ministre en matière de redressement des finances publiques et de relance de notre économie par le biais du grand emprunt. (*Mêmes mouvements.*)

M. Michel Herbillon. Les socialistes ne sont-ils donc pas d'accord avec M. Strauss-Kahn ?

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Nous avons obtenu trois avancées inédites. D'abord, le G 20 a entériné le fait que la taxation bancaire, au même titre que d'autres mesures, puisse être utilisée comme un remède anti-systémique ; et cette taxe sera mise en place en France dès la fin de l'année à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances pour 2011. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Ensuite, le communiqué du G 20 constate pour la première fois que le changement climatique doit faire l'objet de financements innovants. Enfin, toujours pour la première fois, il est prévu d'établir, au sein du conseil de stabilité financière, un comité chargé d'observer l'évolution des rémunérations bancaires dans l'ensemble des pays. Voilà les avancées que nous avons obtenues, monsieur Sapin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Pascal Clément. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Michel Sapin](#)

Circonscription : Indre (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2396

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 juin 2010